

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- A FIN MAI 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des cinq premiers mois de l'année 2024 s'est déroulée dans un contexte marqué par la poursuite du ralentissement de l'inflation qui est revenue à +0,9% en moyenne à fin avril 2024, son plus bas niveau jamais atteint depuis juin 2021, après +8,8% au cours de la même période de l'année 2023. En outre, et en dépit d'un démarrage moins favorable que prévu de la campagne agricole, l'activité économique poursuit son affermissement, tirée notamment par la reprise du secteur secondaire, en particulier le BTP, l'énergie et les industries extractives, et par le dynamisme continu des services.

Dans ces conditions, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 17,6 MM.DH, contre 24,9 MM.DH un an auparavant. Cette évolution reflète une augmentation des recettes (+12,3 MM.DH) plus importante que celle des dépenses (+5,1 MM.DH).

RECETTES

Amélioration des recettes fiscales ...

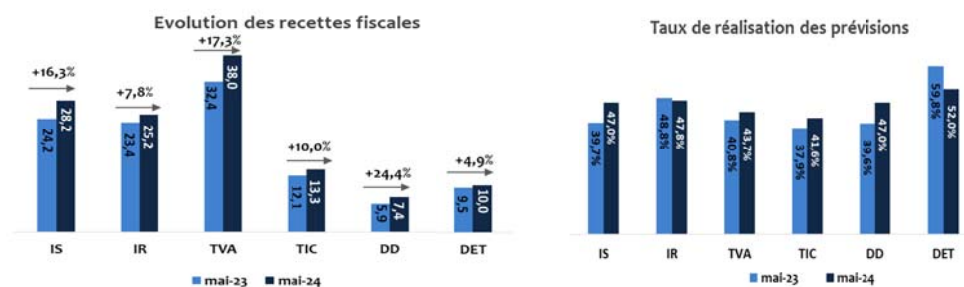
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 40% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et une hausse de 12,3 MM.DH (+10%) comparativement à fin mai 2023.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 45,7% et une progression soutenue de 14,7 MM.DH (+13,5%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 6,7 MM.DH contre 7 MM.DH à fin mai 2023.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- **IS** : taux de réalisation de 47% et progression de 4 MM.DH (+16,3%), due principalement à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MM.DH), du 1^{er} acompte (+0,7 MM.DH) et de l'IS retenu à la source sur les produits des actions, des placements à revenu fixe et des rémunérations allouées à des tiers (+0,9 MM.DH) ;
- **IR** : taux de réalisation de 47,8% et hausse de 1,8 MM.DH (+7,8%), reflétant

- essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+0,5 MM.DH), sur les profits fonciers (+0,4 MM.DH) et sur les produits de placements à revenu fixe (+0,3 MM.DH) ;
- **TVA** : taux de réalisation de 43,7%. Ces recettes ont progressé de 5,6 MM.DH, grâce au produit aussi bien de la TVA à l'intérieur (+3,8 MM.DH, +35,7% traduisant essentiellement l'impact des mesures introduites par la LF 2024) que de la TVA à l'importation (+1,8 MM.DH, +8,3% avec la reprise des importations). ;
 - **Taxes intérieures de consommation** : taux de réalisation de 41,6% et hausse de 1,2 MM.DH (+10%), attribuable principalement à une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+1 MM.DH, +15,2%) ;
 - **Droits de douane** : taux de réalisation de 47% et hausse de 1,4 MM.DH (+24,4%) ;
 - **Droits d'enregistrement et de timbre** : taux de réalisation 52% et progression de 0,5 MM.DH (+4,9%), reflétant notamment la hausse des droits d'enregistrement de 0,3 MM.DH et de la TSAV de 0,1 MM.DH.



... et rythme de réalisation moins prononcé des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, établies à 9,5 MM.DH contre 12,4 MM.DH à fin mai 2023, montant qui intégrait 5 MM.DH au titre des mécanismes de financement innovants.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont chiffrées à 3,8 MM.DH dont 2,4 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib et 1 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 127,7 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 41,6% et une hausse de 1,7 MM.DH par rapport à fin mai 2023. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 3,1 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, marqué une baisse de 1,3 MM.DH. Quant aux intérêts de la dette, ils se sont situés quasiment au même niveau enregistré à fin mai 2023.

L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 40,7% pour les dépenses de personnel et 40,2% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services », en augmentation de 2,2 MM.DH et 0,9 MM.DH, respectivement par rapport à fin mai 2023.

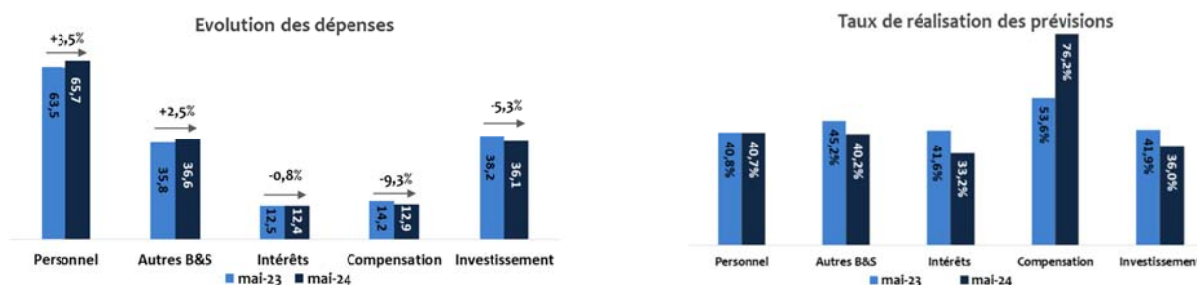
Les intérêts de la dette ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 33,2%. Leur quasi-stabilité recouvre une hausse de ceux afférents à la dette extérieure (+1,9 MM.DH) compensée par une baisse des intérêts de la dette intérieure (-2 MM.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 76,2%. Elles ont affiché, par rapport à fin mai 2023, une baisse de 1,3 MM.DH provenant du gaz butane (7,5 MM.DH, en recul de 1 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (0,9 MM.DH et -1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,7 MM.DH pour ressortir à 2,9 MM.DH. Les subventions accordées aux

professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH, contre 1 MM.DH un an auparavant. Il est à noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir de 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour la bonbonne de 12 kg.

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 7,7 MM.DH, contre -3 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 36,1 MM.DH, en baisse de 2 MM.DH par rapport à fin mai 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 36%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +10,8 MM.DH, contre +16,2 MM.DH à fin mai 2023.

FINANCEMENT

Des financements mobilisés principalement sur le marché domestique

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 5,2 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 22,8 MM.DH contre 26,6 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 33,6 MM.DH sur le marché domestique et 7,8 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 90,3 MM.DH et des remboursements en principal pour 56,8 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 12,1 MM.DH et des amortissements de 4,4 MM.DH.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	En M.DH					
	Mai	Loi de finances	Mai	Mai 2024 / Mai 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	123 003	339 499	135 349	10,0%	12 345	39,9%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	123 003	334 499	135 349	10,0%	12 345	40,5%
Recettes fiscales	108 939	270 797	123 655	13,5%	14 716	45,7%
- Impôts directs	49 005	116 942	54 983	12,2%	5 978	47,0%
- Impôts indirects	44 450	118 851	51 269	15,3%	6 819	43,1%
- Droits de douane	5 942	15 728	7 389	24,4%	1 447	47,0%
- Enregistrement et timbre	9 542	19 276	10 014	4,9%	472	52,0%
Recettes non fiscales	12 361	65 253	9 536	-	-2 825	14,6%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	2 958	19 480	3 757	-	809	19,3%
- Autres recettes	9 403	40 773	5 769	-	-3 634	14,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1 704	3 450	2 158	-	454	62,6%
- Fonds de soutien des prix	153	600	189	-	36	31,5%
- Fonds spécial routier	1 551	2 850	1 969	-	418	69,1%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	147 945	401 462	152 995	3,4%	5 050	38,1%
DEPENSES ORDINAIRES	126 015	307 031	127 686	1,3%	1 671	41,6%
Biens et services	99 301	252 845	102 394	3,1%	3 093	40,5%
Personnel	63 530	161 623	65 745	3,5%	2 215	40,7%
Autres biens et services	35 771	91 221	36 649	2,5%	878	40,2%
Dettes publiques (1)	12 473	37 229	12 375	-0,8%	-97	33,2%
Intérieure	10 076	26 975	8 088	-19,7%	-1 988	30,0%
Extérieure	2 397	10 254	4 287	78,9%	1 891	41,8%
Compensation (2)	14 241	16 957	12 917	-9,3%	-1 324	76,2%
SOLDE ORDINAIRE	-3 011	32 469	7 663	-354,5%	10 674	23,6%
INVESTISSEMENT	38 163	100 431	36 146	-5,3%	-2 017	36,0%
dont Fonds spécial routier	749	2 850	1 011			35,5%
SOLDE DES CST (3)	16 233	6 000	10 837	-33,2%	-5 396	180,6%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-24 941	-61 962	-17 646	-	7 295	28,5%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-1 691		-5 166		-3 475	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-26 632	-61 962	-22 812	-14,3%	3 820	36,8%
FINANCEMENT INTERIEUR	-549	10 831	15 054		15 603	139,0%
Endettement intérieur	37 571		33 574		-3 997	
Autres opérations	-38 120		-18 520		19 600	
FINANCEMENT EXTERIEUR	27 181	51 131	7 758		-19 423	15,2%
Tirages	31 581	70 000	12 119		-19 462	17,3%
Amortissements	-4 400	-18 869	-4 361		39	23,1%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Mai	Loi de finances	Mai	Mai 2024 / Mai 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	108 939	270 797	123 655	13,5%	14 716	45,7%
Impôts directs	49 005	116 942	54 983	12,2%	5 978	47,0%
Impôt sur les sociétés (I.S)	24 213	59 918	28 168	16,3%	3 955	47,0%
Impôt sur le revenu (I.R)	23 381	52 739	25 205	7,8%	1 824	47,8%
Autres impôts directs	1 411	4 286	1 610	14,1%	199	37,6%
Impôts indirects	44 450	118 851	51 269	15,3%	6 819	43,1%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	32 379	86 911	37 986	17,3%	5 606	43,7%
(Intérieure)	10 641	29 403	14 442	35,7%	3 801	49,1%
(Importation)	21 738	57 508	23 544	8,3%	1 805	40,9%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	12 070	31 940	13 283	10,0%	1 212	41,6%
(Tabacs)	4 815	12 500	4 847	0,7%	32	38,8%
(Produits énergétiques)	6 308	16 640	7 266	15,2%	958	43,7%
(Autres)	947	2 800	1 170	23,5%	223	41,8%
Droits de douane (D.D)	5 942	15 728	7 389	24,4%	1 447	47,0%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	9 542	19 276	10 014	4,9%	472	52,0%
RECETTES NON FISCALES	12 361	65 253	9 536	-	-2 825	14,6%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	2 958	19 480	3 767	-	809	19,3%
- Autres recettes	9 403	40 773	5 769	-	-3 634	14,1%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1 704	3 450	2 158	-	454	62,6%
Fonds de soutien des prix	153	600	189	-	36	31,5%
Fonds spécial routier	1 551	2 850	1 969	-	418	69,1%
RECETTES ORDINAIRES	123 003	339 499	135 349	10,0%	12 345	39,9%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	123 003	334 499	135 349	10,0%	12 345	40,5%